

EXPONENS CONSEIL & EXPERTISE

20, rue Brunel
75017 PARIS

RSM Paris

26, rue Cambacérés
75008 Paris

**SOCIETE FINANCIERE
DE LA NEF**

Société anonyme coopérative financière à capital variable

8 avenue des Canuts
69500 Vaulx-en-Velin

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée Générale de la Société Financière de la NEF,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Financière de la Nef, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l’audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d’avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l’organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C’est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provision pour risque de crédit

- Comme indiqué en note 1.1. de l’annexe, votre société constitue, pour couvrir les risques inhérents à son activité de crédit, des provisions qui sont évaluées ligne à ligne et inscrites en diminution de l’actif. La détermination des dépréciations individuelles des créances douteuses nécessite une part de jugement notamment pour identifier les créances devant faire l’objet d’une dépréciation et pour estimer le montant de la dépréciation à constituer.
- Les dépréciations constituent un point clé de l’audit car elles représentent une zone d’estimation significative pour l’établissement des comptes.
- Nous nous sommes assurés de la correcte classification des créances douteuses conformément aux principes comptables repris dans l’annexe.
- Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l’appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations adaptées.
- Nous nous sommes assurés, par sondage, de la pertinence des estimations retenues pour ces dépréciations individuelles. Nos travaux ne nous ont pas conduits à relever d’éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des modalités retenues pour ces estimations et des évaluations qui en résultent.
- Nous avons également examiné les informations qualitatives et quantitatives présentées dans les notes 1.1 « Crédits à la clientèle et dépréciations » et 2.4 « Opérations avec la clientèle : crédits en cours » de l’annexe aux comptes annuels, relatives au risque de crédit dans le contexte évolutif de la pandémie.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société La Nef par l'assemblée générale du 21 mai 2016 pour EXPONENS Conseil et Expertise et du 16 mai 2020 pour RSM Paris.

Au 31 décembre 2021, le cabinet EXPONENS Conseil et Expertise était dans la 18^{ème} année de sa mission sans interruption et RSM Paris dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent, de ce fait, les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris, le 20 avril 2022

EXPONENS CONSEIL & EXPERTISE



Stéphane CUZIN
Associé

RSM Paris



Martine LECONTE
Associée

SOCIETE FINANCIERE DE LA NEF

LES COMPTES DE L'EXERCICE 2021

Les comptes de la société sont présentés selon les normes relatives aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Le compte de résultat montre l'activité de l'année en détaillant les principaux postes de produits et de charges ; il comprend des sous totaux aussi appelés soldes intermédiaires de gestion qui permettent d'appréhender la façon dont se constitue le résultat de l'exercice.

Le bilan traduit la situation de la société au 31 décembre.

La colonne « actif » détaille le patrimoine de la société qui se décompose notamment de prêts faits à ses clients ou à d'autres établissements de crédits, en titres détenus dans d'autres sociétés et en immobilisations qui sont les biens (immeubles, véhicules, matériel informatique...) nécessaires à l'activité. La colonne « passif » répertorie les dettes de la société notamment envers ses sociétaires (capital social, dépôts à termes) et envers d'autres établissements de crédit.

Les engagements hors bilan recensent des sommes qui n'ont pas donné lieu à des mouvements financiers mais à des engagements par signature. Les « engagements de financement donnés » enregistrent les dossiers de crédit qui ont fait l'objet d'une décision favorable mais dont les fonds ne sont pas encore débloqués. Les « engagements de financement reçus » enregistrent les accords de refinancement non utilisés. Les « engagements de garantie » donnés concernent des contre-garanties octroyés par la Nef à des emprunteurs du Crédit Coopératif.

L'annexe présente des tableaux d'analyse qui détaillent certains postes du bilan, du hors-bilan, du compte de résultat et expliquent leur évolution d'un exercice sur l'autre.

BILAN AU 31/12/2021 EN MILLIERS D'EUROS

ACTIF	<i>renvois</i>	2021	2020
Caisses, Banques Centrales, CCP			
Effets publics et valeurs assimilées	2.3	42 875	42 822
Créances sur les établissements de crédit	2.5	281 148	208 011
Opérations avec la clientèle	2.4	571 005	407 151
Obligations et autres titres à revenu fixe	2.3	10 725	12 990
Actions et autres titres à revenu variable	2.3	10 750	14 199
Participations et autres titres détenus à long terme	2.1	3 662	5 704
Parts dans les entreprises liées	2.1	3 144	4 636
Immobilisations incorporelles	2.2	4 085	4 195
Immobilisations corporelles	2.2	261	381
Autres actifs	2.3	25 228	23 442
Comptes de régularisation	2.3	2 143	1 468
TOTAL ACTIF		955 025	724 999
PASSIF		2021	2020
Dettes envers les établissements de crédit	3.2	3 279	7
Opérations avec la clientèle	3.1	885 496	673 716
Dettes représentées par un titre	3.1	0	500
Autres passifs	3.2	2 637	1 904
Comptes de régularisation	3.2	2 209	1 165
Provisions pour risques et charges	2.6	301	260
Dettes subordonnées	3.1	11 631	3 040
Capitaux propres hors FRBG	3.3	49 472	44 407
<i>Capital souscrit</i>		49 719	47 361
<i>Primes d'émission</i>			
<i>Réserves</i>		1 665	1 665
<i>Report à nouveau (+ / -)</i>		-4 619	-3 828
<i>Résultat de l'exercice (+ / -)</i>		2 707	-791
TOTAL PASSIF		955 025	724 999
HORS BILAN		2021	2020
ENGAGEMENTS DONNES			
<i>Engagements de financement</i>	4	116 253	54 681
<i>Engagements de garantie</i>	4	82 444	93 911
<i>Engagements sur titres</i>			
ENGAGEMENTS RECUS			
<i>Engagements de financement</i>	4		0
<i>Garanties reçues</i>	4	158 336	155 275

La colonne « renvois » fait référence aux numéros des rubriques explicatives de l'annexe comptable.

COMPTE DE RÉSULTAT 2021 EN MILLIERS D'EUROS

	renvois	2021	2 020
+ Intérêts et produits assimilés	5.1	9 301	8 476
- Intérêts et charges assimilés	5.1	1 060	1 228
+ Revenus des titres à revenu variable	5.2		4
+ Commissions (produits)	5.3	2 394	1 843
- Commissions (charges)	5.3	71	72
+/- Gains ou pertes sur opérations de placement	5.4	0	21
+ Autres produits d'exploitation bancaire	5.5	38	23
- Autres charges d'exploitation bancaire	5.5	62	38
PRODUIT NET BANCAIRE		10 540	9 029
- Charges générales d'exploitation	5.6	9 458	7 962
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	2.2.2	984	821
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		98	246
+/- Coût du risque	5.7	-1 057	-889
RESULTAT D'EXPLOITATION		-959	-643
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.8	-578	-178
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		-1 538	-822
+/- Résultat exceptionnel	5.9	4 400	31
- Impôts sur les bénéfices	5.9	-155	
RESULTAT NET		2 707	-791

La colonne « renvois » fait référence aux numéros des rubriques explicatives de l'annexe comptable.

ANNEXE AUX COMPTES CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021
Les chiffres sont exprimés en milliers d'euros

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis, ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit.

Les règles et méthodes de comptabilisation appliquées sont identiques à celles de l'exercice précédent.

1-1 Crédits à la clientèle et dépréciations

Les crédits à la clientèle figurent à l'actif pour leur valeur nominale diminuée des dépréciations constituées. Les crédits rachetés à d'autres établissements sont inscrits à l'actif pour le montant du capital restant dû ; l'écart entre le prix d'acquisition et le capital restant dû est réparti sur la durée restant à courir sur chaque prêt et déduit du produit d'intérêts ; en 2021, le montant déduit s'est élevé à 4 742K€.

Les crédits sont transférés en créances douteuses lorsqu'ils présentent un risque avéré de non-recouvrement total ou partiel, et en particulier lorsque les concours font apparaître un ou plusieurs impayés de plus de trois mois.

Dans l'encours douteux, La Nef distingue l'encours douteux compromis de l'encours douteux non compromis. Les créances douteuses compromises sont des créances dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Lorsqu'une créance apparaît définitivement irrécouvrable, celle-ci est sortie des actifs de la société et enregistrée en perte. A l'inverse, lorsque les retards accumulés sur un dossier sont résorbés et que le remboursement reprend normalement, le dossier est reclassé parmi les encours sains.

Les dépréciations sont déterminées au cas par cas, en tenant compte des garanties reçues. La valeur de réalisation des garanties est appréciée avec prudence en fonction de leur nature. Conformément à la réglementation, les intérêts sur créances douteuses – échus et non échus - sont intégralement dépréciés. Les intérêts courus non échus sur créances compromises cessent d'être comptabilisés à compter de leur déclassement.

En application des normes comptables, les créances douteuses font l'objet d'un calcul d'actualisation ; au 31/12/2021, ce calcul se traduit par une augmentation du montant des dépréciations de 92 K€. Ce type de dépréciation n'est pas admis en déduction du résultat pour le calcul de l'impôt sur les sociétés.

Le niveau de risque étant différent suivant la destination des crédits, les encours sont répartis en plusieurs catégories : crédits en faveur de la création d'entreprises, crédits destinés à la consolidation ou au sauvetage d'entreprises, crédits d'investissement, crédits de trésorerie.

1-2 Portefeuille Titres

Le portefeuille de titres, classé selon l'intention qui préside à leur détention, est constitué de titres de placement, d'investissement et de participations.

Pour les valeurs cotées, nous utilisons les cours de bourse.

Pour les valeurs non cotées, nous utilisons la valeur liquidative fournie par la société de gestion.

Pour les titres de participations, nous utilisons la situation nette.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition, et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition

Titres de placement

Figurent en portefeuille de placement, les titres acquis avec un objectif de détention supérieur à six mois. Ils sont inscrits au bilan à leur prix d'achat, hors frais d'acquisition et intérêts courus non échus pour les titres à revenu fixe. Les intérêts courus non échus à la clôture de l'exercice sont ajoutés au montant nominal des titres

Titres d'investissement

Les titres à revenu fixe sont classés en portefeuille d'investissement lorsqu'ils sont acquis avec l'intention de les conserver durablement, en principe jusqu'à leur échéance. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres fait l'objet d'une imputation sur la durée résiduelle des titres, de sorte que la valeur comptable des titres corresponde à l'échéance à leur valeur de remboursement. Ces écarts sont amortis selon la méthode actuarielle.

Titres de participations et entreprises liées

Les titres de participations et parts dans les entreprises liées, acquis en vue d'une détention durable, figurent à l'actif à leur coût historique, le cas échéant diminué de dépréciations lorsque leur évaluation à la clôture de l'exercice, fondée sur la situation nette et les perspectives d'évolution, fait apparaître une moins-value latente.

Titres de transactions

Sont considérés comme des titres de transaction les titres qui, à l'origine, sont : - soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ; - soit détenus par un établissement du fait de son activité de mainteneur de marché

La Nef ne détient pas de portefeuille de titres de transactions

Les intérêts courus non échus à la clôture de l'exercice sont rattachés au poste concerné.

1-3 Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont décomposées par éléments constitutifs lesquels sont amortis sur des durées différentes.

1-4 Passif social de l'entreprise

La société ne constitue pas de provision dans ses comptes au titre des indemnités de fin de carrière dues au personnel mais elle verse les sommes nécessaires à une compagnie d'assurance ; les sommes ainsi versées constituent une charge définitive pour l'entreprise. Aucun versement n'a été réalisé en 2021 car les montants déjà versés couvraient le besoin.

2 – Détails des postes du bilan : ACTIF

2.1 Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

2.1.1 Variation des titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	Montant au début de l'exercice	Reclassement	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Participations et autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	3 941	-500	388	278	3 551
Avances en compte courant	2 142			1 601	540
Dépréciations	380	-130	187	7	430
Valeurs nettes	5 703				3 662
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	1 615	+500			2 115
Avances en compte courant	4 977		1	1 858	3 120
Dépréciations	1 956	+130	69	65	2 091
Valeur nette totale	4 636				3 144
Valeur nette totale des participations et entreprises liées					6 806

Le reclassement concerne Cocagne Investissement (500K€ de participation, provisionnés pour 130K€). En tant qu'actionnaire majoritaire (44,7%), la Nef doit la classer comme entreprise liée et non simple participation.

2.1.2 Informations sur les filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	quote-part de capital détenu en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus			Prêts et avances consentis et non remboursés	Dépréciations sur prêts et avances	Valeur nette des prêts et avances	montant des cautions et avals fournis	chiffre d'affaires du dernier exercice	bénéfice net ou perte du dernier exercice	dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Dépréciations	Nette							
A - FILIALES ET ENTREPRISES LIÉES (>50% ou actionnaire majoritaire)													
NEF GESTION	24	1	100%	589	571	18					22	-13	
NEF CAPITAL PATIENT	125	-350	99,8%	125	125	0	1 885	260	1 625		25	-34	
NEF INVESTISSEMENT	403	-380	99,5%	894	894	0	230	113	117		47	-30	
SCI COTE MARGUERITE	5		99,5%	5		5	1 006		1 006		586	4 622	
BATI CITES COMMANDITEE SAS	4		50,0%	2	2	0							
COGAGNE INVESTISSEMENT	1 102	-289	45%	500	126	374					0	-7	
Total filiales et entreprises liées				2 115	1 718	397	3 120	373	2 747				
B - PARTICIPATIONS dans lesquelles la société détient entre 10 et 50%													
TERRE DE LIENS GESTION	8	0	45%	3		3					1		
ENERGIE PARTAGEE COMMANDITEE	12	81	33%	4		4					757	69	
TAMA	300	-97	32%	93	30	64					-3	-2	
COOPERATIVE COGAGNE	10	-3	20%	2		2					3	-2	
SCI LYON	800	-115	15%	120		120	540		540		272	39	
SEFEA	3 721	-1 147	13%	501	386	115					82	-1 722	
C - AUTRES PARTICIPATIONS inférieures à 10%				2 827		2 814							
Total B+C				3 551	416	3 121	540		540				
Total par catégorie (A+B+C)				5 666	2 134	3 518	3 661	373	3 288				

2.1.2.1 Informations sur les filiales et participations	Total	Entreprises liées	Participations
Valeur brute totale	9 327	5 235	4 091
Dépréciations	2 507	2 091	416
Valeur nette	6 806	3 144	3 662

Compte tenu de la date d'établissement des comptes annuels, la plupart des informations figurant dans le tableau ont trait à l'exercice 2020.

La NEF a analysé le poids des agrégats de ses filiales qui pourraient faire partie de son périmètre de consolidation s'il était établi des comptes consolidés. En cumulé aucun de ces agrégats n'est apparu comme significatif. Il a été considéré que les dispositions du règlement N° 2020-01 du 9/10/2020 de l'Autorité des Normes Comptables étaient respectées et qu'il n'était pas utile de produire des comptes consolidés. Les informations sur les résultats des principales filiales et participations sont données dans le tableau ci-dessus. Leurs activités sont présentées ci-après.

Nef Capital patient est une société de capital-risque créée en 2015 détenue à 100% par la Nef, elle a pour objet de prendre des participations dans des entreprises clientes ou non de la Nef. Elle a racheté en 2019 les parts que la Nef détenait dans le fonds *Sens*.

Nef Investissement est une filiale de la Nef créée en 2007 pour gérer des Fonds Communs de Placement à Risque (FCPR). La Nef a acquis la totalité des parts.

La SCI Coté Marguerite a été créée pour faciliter la gestion des locaux de la Nef. Elle est propriétaire d'environ 37% des parts de la SCI Pôle Carré de soie propriétaire de l'immeuble de Vaulx-en-Velin jusqu'en février 2021. Le résultat comptable de cette société est comptabilisé en charge ou produit dans les comptes de la société financière. La vente de l'immeuble a procuré une importante plus-value en 2021 entraînant un résultat très positif.

Nef-Gestion assure depuis mi 2018 la gestion de la plateforme internet de dons Zeste.

Bâti Cités, Coopérative Cocagne, Terre de liens gestion, Energie Partagée sont des sociétés de gestion de fonds dédiés.

TAMA (Coopérative Européenne) créée en 2013 a pour objet la promotion et le développement en Europe de projets citoyens de l'économie solidaire en stimulant l'investissement direct en temps et en argent des citoyens et des réseaux de la société civile.

SCI Lyon : abrite un centre de coworking, la Nef détient un compte courant rémunéré.

SEFEA (Société Européenne de Finances Ethiques et Alternatives) regroupe plusieurs intervenants majeurs dans la finance éthique en Europe.

2.1.3 Portefeuille Titres	Titres de Placements	Titres d'Investissement	Total 2021	Total 2020
Effets publics et valeurs assimilées		42 000	42 000	42 000
dont surcote restant à amortir		1 203	1 203	1 365
dont décote restant à amortir		-371	-371	-586
Créances rattachées		43	43	43
Dépréciations				
Valeur nette bilan		42 875	42 875	42 822
Obligations et autres titres à revenu fixe		10 445	10 445	12 300
dont surcote restant à amortir		161	161	302
dont décote restant à amortir		-3	-3	-5
Créances rattachées		122	122	393
Dépréciations				
Valeur nette bilan		10 725	10 725	12 990
Actions et autres titres à revenu variable	10 750		10 750	14 199
Dépréciations				
Valeur nette bilan	10 750		10 750	14 199
TOTAL	10 750	53 600	64 350	70 011
Valeur estimative	10 880	53 720	64 601	71 202
Valeur estimative Effets publics et valeurs assimilés		43 253	43 253	
Valeur estimative Obligations et autres titres à revenus fixes		10 468	10 468	
Valeur estimative Actions et autres titres à revenu variable	10 880		10 880	

Les titres d'investissement ont une maturité moyenne de 71 mois, ils sont adossés à des ressources de même durée à hauteur de 15 623 K€ de comptes à terme de la clientèle à plus de 5 ans et de 37 728 K€ de livrets de la clientèle.

2.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

2.2.1 - Variation des immobilisations	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Incorporelles en cours	1 179	843	1 037	985
Incorporelles en exploitation	5 285	926		6 211
Aménagements / travaux	909			909
Matériel de transport	49			49
Mobilier, matériel de bureau	371			371
Matériel Informatique	696	21		717
Autres immobilisations	6			6
TOTAUX	8 495	1 790	1 037	9 248

Les immobilisations en cours ont trait à l'implémentation de notre logiciel bancaire dont une partie n'est pas encore opérationnelle fin 2021.

2.2.2 – Variation des amortissements	Amortissements au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Amortissements à la fin de l'exercice
Logiciels	2 269	842		3 111
Aménagements / travaux	703	80		783
Mobilier, matériel de bureau	323	9		333
Matériel Informatique	573	52		624
Matériel de transport	49			49
Autres immobilisations	2	0		2
TOTAUX	3 919	984		4 903

La méthode de l'amortissement linéaire a été appliquée pour tous les postes d'immobilisations ; les taux utilisés sont les suivants :

Société financière de la Nef – Société coopérative anonyme à directoire et conseil de surveillance

RCS Lyon B 339 799 116 – NAF 6492Z – Siège social : 8 Avenue des Canuts 69120 Vaulx-en-Velin

Logiciels 25% (durée 4 ans) pour les logiciels courants et 14% (durée 7 ans) pour les logiciels bancaires et applications métiers ;
 Constructions – Façade 3,33 % (durée 30 ans) ; Constructions - Fondation – Ossature 2,5 % (durée 40 ans) ; Constructions –
 Equipements techniques 6,67 % (durée 15 ans) ; Constructions - Aménagements intérieurs 10% (durée 10 ans) ; Matériel de transport
 20 % (durée 5 ans) ; Matériel de bureau et informatique 25 % (durée 4 ans)

2.2.1 - Variation des Valeurs Nettes Comptables (VNC)	VNC au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	VNC à la fin de l'exercice
Incorporelles en cours	1 179	843	1 037	985
Incorporelles en exploitation	3 016	926	842	3 100
Aménagements / travaux	206		80	125
Matériel de transport				
Mobilier, matériel de bureau	48		9	38
Matériel Informatique	124	21	52	93
Autres immobilisations	4		0	4
TOTAUX	4 577	1 790	2 021	4 346

2.3 Ventilation des créances selon leur échéance

2.3.1 Créances	< 3mois	>3 mois < 1 an	> 1an < 5 ans	> 5 ans	à vue ou durée indéterminée	total
Effets publics et valeurs assimilées			14 666	28 167	43	42 875
Créances sur les établissements de crédit	750		162 300		118 098	281 148
Crédits à la clientèle	19 078	46 423	239 194	252 287	14 024	571 005
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 002	1 166	8 243		314	10 725
Actions et autres titres à revenu variable				10 737	13	10 750
Dépôts de garantie versés					135	135
Débiteurs divers	3 037	3 277	12 201	6 577		25 093
Comptes de stocks et emplois divers						
Charges constatées d'avances	682					682
Produits à recevoir	1 204					1 204
Comptes de régularisation divers débiteurs	257					257
Total des créances	26 011	50 616	436 949	297 671	132 627	943 874

Le poste Débiteurs divers inclut 23 148 K€ de primes et d'intérêts courus liées à des rachats de crédits, cette somme est répartie selon la durée restant à courir sur les prêts concernés.

2.4 Opérations avec la clientèle : crédits en cours

2.4.1 Répartition du risque sur l'encours des prêts au 31/12/2021

Destination des crédits	Critères d'analyse	Encours sain	Encours douteux	Encours douteux compromis	Ensemble des prêts	Ensemble en %
Crédits pour la création d'entreprises	Nombre de prêts	1127	73	91	1291	47%
	Nombre de prêts en %	87%	6%	7%	100%	
	Encours	128 082	6 282	3 796	138 160	24%
	Encours en %	93%	5%	3%	100%	
	Dépréciations constatées		-1 942	-2 742	-4 684	-3,4%
Crédits pour la consolidation d'entreprises	Nombre de prêts	13	1	2	16	1%
	Nombre de prêts en %	81%	6%	13%	100%	
	Encours	348	56	64	468	0%
	Encours en %	74%	12%	14%	100%	
	Dépréciations constatées		-4	-41	-45	-9,6%
Crédits d'investissements	Nombre de prêts	1002	46	37	1085	40%
	Nombre de prêts en %	92%	4%	3%	100%	
	Encours	275 225	3 659	2 061	280 945	49%
	Encours en %	98%	1%	1%	100%	
	Dépréciations constatées		-937	-1 489	-2 426	-0,9%
Crédits de trésorerie	Nombre de prêts	250	81	9	340	12%
	Nombre de prêts en %	74%	24%	3%	100%	
	Encours	20 836	375	170	21 381	4%
	Encours en %	97%	2%	1%	100%	
	Dépréciations constatées	0	-127	-141	-267	-1,2%
Rachats de crédits	Nombre de prêts	99			99	4%
	Nombre de prêts en %	100%			100%	
	Encours	133 515			133 515	23%
	Encours en %	100%			100%	
	Dépréciations constatées					
Ensemble des prêts en cours	Nombre de prêts	2491	201	139	2732	100%
	Nombre de prêts en %	88%	7%	5%	100%	
	Encours	424 491	10 372	6 092	574 469	100%
	Encours en %	97%	2%	1%	100%	
	Dépréciations constatées	0	-3 009	-4 413	-7 422	
	Taux de dépréciation global	0%	-29%	-72%	-1%	-1%

L'encours des prêts a très fortement augmenté en 2021 (+40%). Un rachat de crédits a été réalisé au mois de juin pour 30 M€. Les débloqués de prêts en faveur de collectivités locales approchent 55 M€ en 2021 sur un total de 204 M€ (hors rachat de crédits).

Les prêts douteux représentent 3 % de l'encours comme en 2020. Les crédits en faveur de la création d'entreprises restent les plus risqués, ils représentent 7 % de l'encours mais cumulent 63% des dépréciations. Les crédits douteux sont, en moyenne, provisionnés à hauteur de 45%.

2.4.2 Variation des créances douteuses

	2021	2020	Évolution
Valeur brute des créances douteuses	16 467	13 674	20%
Dépréciation des créances	-7 422	-7 927	-6%
Valeur nette des créances douteuses	9 045	5 747	57%

2.4.3 Avances et crédits aux membres des organes d'administration et de direction

	Encours fin 2021	Encours fin 2020	% des fonds propres
Jean-Pierre Caron	2	4	0,0%
BIOCOOP SA	3 124	3 346	6,3%
ARCADIE SA	287	479	0,6%

2.4.4 Intérêts courus à recevoir

- sur prêts de trésorerie	23
- sur prêts d'équipement	3 888
- sur prêts immobiliers	3
- sur prêts participatifs	
- sur prêts douteux	23
- dépréciation des intérêts courus douteux	-23

Total des intérêts courus à recevoir 3 914

2.5 Opérations avec les établissements de crédit du réseau BPCE

Les comptes de la Société Financière de la Nef entrent dans le périmètre de consolidation des risques du Crédit Coopératif (92000 Nanterre) qui garantit sa liquidité et sa solvabilité.

Dépôts et placements de trésorerie	31/12/2021	31/12/2020	Évolution
Dépôts à terme à la Caisse d'épargne Rhône Alpes	162 300	162 300	
Dépôt à vue ou à durée indéterminée chez le Crédit Coopératif	14 720	18 207	-19%
Dépôt à vue à la Caisse d'épargne Rhône Alpes	99 808	21 775	358%
Dépôts à vue chez Natixis	107	1 722	-94%
Intérêts courus	3 450	2 515	37%
Totaux	280 386	206 518	36%

2.6 Dépréciations et provisions

Dépréciations et provisions	Dépréciations et provisions au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	dépréciations et provisions à la fin de l'exercice
Dépréciations des prêts	7 902	2 334	2 818	7 418
Dépréciations des intérêts courus	5	5	5	5
Dépréciations des titres de placement	0			0
Dépréciations des titres de participations et parts dans les entreprises liées	2 336	413	228	2 521
Provision pour risques et charges	260	82	41	301
TOTAUX	10 503	2 834	3 092	10 245

3 – Détails des postes du bilan : PASSIF

3.1 Ventilation des dettes selon leur échéance

3.1 Dettes	durée < 3 mois	durée entre 3 mois et 1 an	durée entre 1 an et 5 ans	durée > 5 ans	à vue ou durée indéterminée	total
Dettes envers les établissements de crédit	0				3 278	3 278
Compte à terme de la clientèle	10 430	14 669	52 059	15 623		92 781
Livrets					699 476	699 476
Clientèle financière			300		39	339
Comptes de passage					24 551	24 551
Comptes à vue					68 034	68 034
Intérêts courus non échus					316	316
Créditeurs divers					2 637	2 637
Comptes de régularisation					2 209	2 209
Dettes subordonnées				11 600	31	11 631
Total des dettes	10 430	14 669	52 359	27 223	800 571	905 252

Les intérêts courus non échus s'élèvent à 316 K€. Les Dettes subordonnées ont été souscrites par le Fonds Européen d'Investissement (FEI) et par la Banque Alternative Suisse (BAS) ; elles sont destinées à renforcer les fonds propres et le ratio de solvabilité.

3.2 – Capitaux propres

Évolution des fonds propres	31/12/2020	Augmentation	Diminution	31/12/2021	Évolution
Capital en euros	47 361	4 334	1 977	49 719	5%
Réserves	1 665			1 665	
Report à nouveau	-3 828		-791	-4 619	21%
Résultat de l'exercice	-791	2 707	791	2 707	242%
Évolution des fonds propres	44 407	7 041	1 977	49 473	11%
<i>Nombre de sociétaires</i>	<i>40661</i>	<i>1551</i>	<i>480</i>	<i>41732</i>	<i>3%</i>

En 2021, 144 483 nouvelles parts sociales de 30€ chacune ont été souscrites par les sociétaires et 65 884 leur ont été remboursées. Le résultat déficitaire de 2020 s'élevant à 790 710,80 € a été affecté au compte de report à nouveau. 4,3 M€ de nouvelles parts sociales ont été émises dont 1.1M€ souscrit en fin d'année par la Banque Alternative Suisse (BAS). Dans le cadre du processus de changement d'établissement d'adosseur, acté lors de l'Assemblée Générale de mai 2019, le Crédit Coopératif a demandé le remboursement de ses parts sociales (711 000€ soit 1,4% du capital).

Au global, 2 764 650 € (2 053 650€ hors Crédit Coopératif) seront remboursés en 2021 après validation par l'Assemblée Générale contre 1 758 120 € en 2020.

4 - Informations sur les éléments hors bilan

Les engagements de financement donnés correspondent aux prêts accordés mais non encore débloqués (116 253K€)

Les engagements de garantie donnés se décomposent en garanties données à la clientèle pour 2 968 K€ et pour 79 476 K€ en garanties données au Crédit Coopératif dans le cadre d'une convention de partage de risques qui procure un important volume de commissions à la Nef. (863 K€)

Les engagements de garantie reçus viennent en couverture de l'encours des crédits, ils ont été accordés par des clients ou des fonds de garantie. (158 336 K€).

5 - Informations sur le compte de résultat

5.1 Produits nets d'intérêts et produits assimilés	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et produits assimilés		
Sur opérations avec les établissements de crédit	857	1 253
Sur opérations avec la clientèle	7 721	6 170
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	628	1 027
Autres intérêts et produits assimilés	94	26
Total Intérêts et produits assimilés	9 301	8 476
Intérêts et charges assimilées		
Sur opérations avec les établissements de crédit	-25	-79
Sur opérations avec la clientèle	-891	-1 105
Autres intérêts et charges assimilées	-144	-44
Total Intérêts et charges assimilées	-1 060	-1 228
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	8 240	7 248

La baisse des taux d'intérêts s'est poursuivie en 2021 mais elle a été compensée par la forte progression du volume des prêts ce qui conduit à une augmentation des produits d'intérêts de 825 K€. Dans le même temps la charge d'intérêts s'est réduite de 168 K€ malgré la forte hausse de l'encours d'épargne (+30%).

L'étalement de la prime de remboursement lié aux opérations de rachat de crédits a été reclassée en diminution des produits d'intérêts (par parallélisme avec le traitement recommandé par le règlement ANC 2014-07 pour les primes ou les décotes liées aux titres à revenus fixes).

5.2 Revenus des titres à revenu variable	31/12/2021	31/12/2020
Dividendes		4

5.3 Produit net des commissions	31/12/2021			31/12/2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	863	-7	856	935	-40	895
Sur opérations avec la clientèle	1 531	-63	1 467	908	-32	876
Total produit net des commissions	2 394	-71	2 324	1 843	-72	1 771

La progression des intérêts perçus et des commissions entraîne une forte augmentation du produit net bancaire en 2021 (+17%).

5.4 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	31/12/2021	31/12/2020
Reprises de dépréciations des titres de placement		25
Plus-values de cession	2	
Moins-values de cession	-2	
Dépréciations des titres de placement		-4
Solde des gains et pertes sur opérations du portefeuille de placements	0	21

5.5 Autres produits et charges d'exploitation bancaire	31/12/2021	31/12/2020
Charges refacturées à d'autres sociétés	4	6
Autres produits divers d'exploitation	34	17
Produits rétrocédés	-37	-25
Charges diverses d'exploitation bancaire	-25	-13
Solde des autres produits et charges d'exploitation bancaire	-24	-15

5.6 Charges générales d'exploitation	31/12/2021	31/12/2020
Charges de personnel	-5 787	-4 894
Impôts et taxes	-366	-378
Services extérieurs	-3 305	-2 608
Quote-part sur opérations d'exploitation non bancaire faites en commun		-82
Autres charges diverses d'exploitation	0	0
Total des charges générales d'exploitation	-9 458	-7 962

5.6.1 Effectifs en équivalent temps plein	2021	2020
Nombre moyen de salariés pendant l'année	108	92
Effectif en fin d'année	112	96

5.6.2 - Rémunération des membres des organes de direction et de contrôle	
Rémunération brute globale des membres du Directoire	173
Jetons de présence	- néant -
Dédommagements versés au Conseil de Surveillance	16
Honoraires du Commissaire aux comptes	91
Moyenne des sommes versées aux cinq personnes les mieux rémunérées	62

5.7 Coût du risque	31/12/2021	31/12/2020
Dépréciations sur opérations avec la clientèle	-2 376	-1 874
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-1 897	-278
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-135	
Reprises de dépréciations sur opérations avec la clientèle	2 823	723
Reprises de dépréciations sur créances amorties		
Compensation FEI	528	541
Coût du risque	-1 057	-889

Le coût du risque augmente sensiblement en 2021. Cette évolution a été particulièrement sensible au quatrième trimestre lorsque les mesures gouvernementales de soutien à l'économie ont commencé à diminuer.

5.8 Gains ou pertes sur actifs immobilisés	31/12/2021	31/12/2020
Dépréciations sur opérations sur titres et opérations diverses		
Dépréciations des immobilisations financières	-413	-178
Reprises de dépréciations des immobilisations financières	-165	
Solde des gains et pertes sur actif immobilisé	-578	-178

5.9 Résultat exceptionnel	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux provisions pour risques et charges	-82	-10
Charges exceptionnelles	-177	-48
Plus-values de cession sur titres	10	11
Reprises de provisions pour risques et charges	41	23
Produits exceptionnels	6	55
Plus-values de cession sur immobilisations	4 601	
Résultat exceptionnel	4 400	31

6 – Faits significatifs de l'exercice

6.1 Impact de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid

La poursuite de l'épidémie de Covid-19 en 2021 a affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Pour ce qui concerne les postes du bilan, les principaux impacts identifiés, présentés de manière ciblée, concernent les éléments suivants :

Créances clients

Les suspensions d'échéances réalisées sur 2020 ont permis de soutenir les emprunteurs, et n'ont pas été suivies d'une vague de faillite sur 2021, comme pour l'ensemble de l'économie. Si le coût du risque a augmenté en valeur absolue, il a diminué en pourcentage de l'encours. Les mesures de soutien gouvernemental, de fonds de garanties, un travail efficace des services de recouvrement/contentieux et la bonne exposition des emprunteurs Nef (énergies renouvelables, filière bio, collectivités locales, etc.) y ont chacun contribué. Les équipes de la Nef restent néanmoins vigilantes pour 2022, le coût du risque ayant augmenté significativement sur le dernier trimestre de l'année.

La production de crédits a battu un nouveau record et se rapproche de la collecte nette d'épargne réalisée par la Nef.

Autres faits significatifs

L'immeuble Woopa, abritant le siège social de la Nef, a été vendu le 18 février 2021. Il était détenu par la SCI Pôle Carré de Soie. Celle-ci regroupe les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire à l'origine de la construction de ce bâtiment innovant et à énergie positive. La SCI Pôle Carré de Soie est détenue à 36% par la SCI Côté Marguerite, elle-même détenue à 99.5% par la Nef. La plus-value issue de cette vente bénéficie à la Nef après remontée des dividendes dans la SCI Côté Marguerite pour un montant de 4 601 K€. La Nef a signé en parallèle un nouveau bail de 9 ans qui sécurise ses coûts de loyers pour l'avenir.

La Nef a calculé son Impôt sur les Sociétés en prenant en compte les déficits reportables conformément aux règles en vigueur (déficit fiscal reportable de -5 636 K€ permettant de réduire fortement l'IS sur 2021)

6.2 Faits marquants postérieurs à la clôture

La Nef n'identifie pas de contreparties affectées par la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Le Crédit Coopératif a demandé la résiliation de la convention sur les contre-garanties inscrites en hors-bilan (engagements de garantie donnés). Les produits liés aux contre-garanties s'élèvent, dans les comptes au 31 décembre 2021, à 863 K€. Début mars 2022, le Crédit Coopératif et la Nef ont signé un protocole validant la fin de la convention et de tous les engagements liés, applicable le 31.03.2022. Un versement de 2.2M€ sera effectué à la Nef avant le 31.03.2022, incluant les 863K€ comptabilisés en 2021. La somme comptabilisée sur l'exercice 2022 sera donc de 1 337K€.